

FORUM >>> François Villeroy de Galhau, dirigeant d'entreprise, membre de la commission Attali

SOS pour les réformes

Le 30 août, le « rapport Attali » sur la libération de la croissance était lancé dans la joie; le 23 janvier dernier, il était remis dans le bruit et la fureur. Entre ces deux cérémonies à l'Élysée – avec, je peux en témoigner, un Nicolas Sarkozy en pleine forme à chaque fois –, 145 jours seulement. C'est peu pour passer de l'été à l'hiver des réformes. Ce refroidissement thermique est suffisamment grave pour revenir ici sur ses raisons. Qu'avons-nous voulu dire? Pourquoi ce mauvais départ? Et qu'est-ce qui est en jeu maintenant?

Qu'avons-nous voulu? Nous étions partis 43: c'était beaucoup, sans doute trop, mais nous sommes restés unis jusqu'au bout. Peu d'entre nous se connaissaient au départ, avec des origines très diverses: sept non-Français, des chefs d'entreprise et des syndicalistes, des universitaires et des « associatifs » engagés sur le terrain de l'exclusion, et même quelques atypiques complets comme l'écrivain Erik Orsenna ou le médecin Boris Cyrulnik. Nous avons beaucoup discuté et travaillé, le soir ou le week-end – bénévolement, faut-il le préciser. Et nous sommes arrivés à deux convictions qui pour être simples n'en sont pas moins fortes. Primo, la France a impérativement besoin de plus de croissance, en passant de moins de 2 % par an – notre petite moyenne de la décennie – à 3 %. Ce 1 % supplémentaire, c'est peu et pourtant cela changerait tout. D'ici 2012, nous pourrions ainsi résoudre les deux grands problèmes français: le chômage et la dette, qui pèsent tous deux d'abord sur les jeunes, premières victimes du statu quo. Ensuite, la France a les moyens de faire ce « sursaut », pour reprendre l'appel déjà lancé par Michel Camdessus en 2004: nos voisins scandinaves, les Anglais, les Allemands, les Espagnols ont tous lancé plus tôt que nous des réformes qui marchent.

Alors pourquoi un aussi mauvais départ? On peut se limiter à l'explication classique: les rapports sont faits pour finir vite sur les étagères... surtout lorsque le pouvoir



Réunion de la commission Attali.

politique qui les a commandés a entre-temps baissé dans les sondages. Mais il faut reconnaître en plus des erreurs spécifiques: une communication mal maîtrisée, avec beaucoup de fuites avant la remise du rapport, et des dérapages après. La presse a trop retenu le fait que les 316 mesures étaient un bloc « à prendre ou à laisser »: non, le statut des chauffeurs de taxi n'est pas un sujet aussi vital que l'indispensable réforme de l'enseignement supérieur. Jacques Attali n'aurait pas dû dénoncer, fatigué sans doute par les critiques, « la République des imbéciles »... Ajoutons qu'on a trop communiqué sur des mesures trop nombreuses – le « quoi ». On n'a, à l'inverse pas, assez expliqué l'objectif – construire une société de plein-emploi et un

avenir meilleur pour nos enfants –, ni la méthode pour conduire la réforme: le « pourquoi » et le « comment », qui sont d'expérience les clés du succès du changement.

La croissance peut revenir pour tous, si nous le voulons.

Reste que tout ceci est véniel au regard de ce qui est en jeu maintenant. C'est un enjeu beaucoup plus lourd que les 248 pages du rapport ou l'avenir du département: la capacité de notre pays à se réformer pour gagner. Après la période de gel imposée par les élections municipales, il faudra

donc relire autrement ce rapport qui fâche, et y trouver quelques thérapies à nos maladies françaises, autour de trois messages d'espoir.

Le premier, c'est que la croissance mondiale est aujourd'hui très forte, et que la France peut en profiter si elle investit massivement dans le savoir, de l'école primaire à l'université et à la recherche: la mondialisation ça peut avoir du bon! Derrière chacune des menaces que nous percevons – l'automatisation, le vieillissement démographique, l'environnement –, il y a un gisement potentiel d'emplois: dans l'extension du numérique, le secteur de la santé, le développement durable..

Espoir ensuite que nous puis



sions faire progresser à la fois la mobilité des Français et leurs sécurités: les protections d'hier encourageaient le statu quo – par exemple les rigidités dans la fonction publique –, les sécurités de demain devront inciter au changement. Aider plus, par de la formation, des primes, un accompagnement, ceux qui changent le plus d'entreprise, de lieu géographique, de compétence professionnelle: nos voisins du nord de l'Europe pratiquent cette « flexisécurité » depuis plus de dix ans, avec succès.

Troisième message: si nous voulons réformer, il faut changer la « gouvernance publique ». Un pays fort a toujours besoin d'un État fort, de syndicats puissants... mais pas de ces appareils perclus, lourds et inefficaces d'aujourd'hui. Nous souhaitons ainsi qu'on ramène en cinq ans le poids des dépenses publiques – tout compris, incluant la Sécurité sociale et les collectivités locales – à la moyenne européenne: il faut pour cela les diminuer de cinq points de PIB, soit un point par an. C'est difficile, mais qu'on ne dise pas que c'est injouable: la Suède et la Finlande – qui ne passent pas pour être des pays de libéralisme sauvage – ont chacune diminué les dépenses publiques de plus de dix points de PIB en cinq ans. Un des remèdes sûrs, c'est de créer des agences autonomes et responsabilisées dans leur gestion pour les grands services publics, des impôts au logement social: partout à l'étranger, de telles agences font mieux pour moins cher.

Voilà le choix qui est maintenant devant nos décideurs politiques et devant nous, Français: la croissance peut revenir pour tous, si nous le voulons. Et avec elle plus de justice et d'avenir pour les perdants d'aujourd'hui. Mais il faut pour cela que nous acceptions chacun de bouger un peu. Sans tabou, sans exclusive: salariés publics comme privés, retraités comme hauts revenus. Accepter chacun de bouger un peu, pour que tous y gagnent beaucoup. C'est cela que veut dire le rapport Attali, et c'est finalement une très bonne nouvelle.